

## HARCELEMENT SEXUEL

Article 222-33 du code pénal

### Harcèlement sexuel = actes répétés

Le **harcèlement sexuel** est le fait d'imposer à une personne, **de façon répétée**, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

L'infraction est également constituée :

1. Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime **par plusieurs personnes**, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors **même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée** ;
2. Lorsque ces propos ou comportements sont **imposés à une même victime, successivement, par plusieurs personnes** qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition.

### Harcèlement sexuel = acte isolé

- I. Est assimilé au **harcèlement sexuel** le fait, **même non répété**, d'user de toute forme de **pression grave** dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

### Sanction pénale

- II. Les faits mentionnés aux I et II sont punis de **deux ans d'emprisonnement** et **de 30 000 € d'amende**.

### Circonstances aggravantes

Ces peines sont portées à **trois ans d'emprisonnement** et **45 000 € d'amende** lorsque les faits sont commis :

1. Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;
2. Sur un mineur de quinze ans ;
3. Sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ;
4. Sur une personne dont la particulière vulnérabilité ou dépendance résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale est apparente ou connue de leur auteur ;
5. Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice ;
6. Par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique ;
7. Alors qu'un mineur était présent et y a assisté ;
8. Par un ascendant ou par toute autre personne ayant sur la victime une autorité de droit ou de fait.

## AGRESSION SEXUELLE

Article 222-22 et suivants  
Article 222-27 et suivants

<b>Délit</b>	Constitue également une agression sexuelle le fait de contraindre une personne par la violence, la menace ou la surprise à subir une atteinte sexuelle de la part d'un tiers.
<b>Sanction pénale</b>	L'auteur d'une agression sexuelle risque : <ul style="list-style-type: none"><li>• 5 ans de prison,</li><li>• et 75 000 € d'amende.</li></ul>

## VIOL

Article 222-23

<b>Crime</b>	Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui ou sur la personne de l'auteur par violence, contrainte, menace ou surprise est un viol.
<b>Sanction pénale</b>	Le viol est puni de <b>quinze ans</b> de réclusion criminelle.

## OBLIGATION DE SANTE ET DE SECURITE

Prévention : les dispositions du Code du travail s'appliquent

<b>Article L.4121-1 du Code du travail</b>	<b>Obligation générale de prévention</b>	<p>L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.</p> <p>Ces mesures comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1° Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;</li><li>2° Des actions d'information et de formation ;</li><li>3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.</li></ul> <p>L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes. »</p>
<b>Article L. 4121-2 du Code du travail</b>	<b>Principes généraux de prévention</b>	<p>La loi du 6 août 2012 sur le harcèlement sexuel a ajouté :</p> <p>« 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au <b>harcèlement sexuel</b>, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux <b>agissements sexistes</b> définis à l'article L. 1142-2-1 ; »</p>